



Recrutement de Charles Sapin Sous couvert de pluralisme, on banalise la presse d'extrême droite

Le recrutement sur franceinfo TV de Charles Sapin, directeur adjoint de la rédaction de l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs Actuelles*, n'a pas été aussi commenté que son arrivée comme chroniqueur sur France Inter. Il n'en reste pas moins choquant, et interroge sur la stratégie de nos dirigeants.

Charles Sapin « officie » déjà comme éditorialiste de l'émission « Avant le 20h ». De cela, la direction de FTV n'en a pas dit un mot. Comme si elle voulait le faire entrer en catimini. L'annonce de l'émission « Le Duel », dans lequel il débat avec la journaliste Rokhaya Diallo, directrice de la publication de l'hebdomadaire *Politis*, n'était donc qu'un écran de fumée, pour minimiser sa place à l'antenne.

Après avoir confié une émission entière, sur France Info, à Nathan Devers et Paul Melun, (chroniqueurs passés par Cnews), après l'annonce de l'arrivée d'Eugénie Bastié (*Le Figaro*, Cnews) sur France 2 dans l'Heure de Vérité, la direction de France Télévisions va encore plus loin avec le recrutement d'un dirigeant de *Valeurs Actuelles*.

Cet hebdomadaire n'est pas un média comme un autre. Il est l'héritier d'une longue et sombre tradition, celle de la presse d'extrême droite française, avec ses méthodes et ses haines. *Valeurs Actuelles* a récemment été condamné pour injure raciste et provocation à la haine raciale. Rien d'étonnant puisque son fonds de commerce est d'attiser la xénophobie, la stigmatisation des personnes racisées et des minorités. Le tout en contradiction avec nos principes déontologiques fondamentaux, qui rappellent que « *le/la journaliste veillera à ce que la diffusion d'une information ou d'une opinion ne contribue pas à nourrir la haine ou les préjugés et fera son possible pour éviter de faciliter la propagation de discriminations fondées sur l'origine géographique, raciale, sociale ou ethnique, le genre, les mœurs sexuelles, la langue, le handicap, la religion ou les opinions politiques.* » *

Valeurs Actuelles a également largement contribué, comme l'ont justement rappelé les syndicats de Radio France, à la violente campagne de désinformation et de dénigrement dirigée contre l'audiovisuel public. Les « valeurs » de cet hebdomadaire sont à l'opposé de celles de Radio France et France Télévisions. Voir nos dirigeants lui dérouler le tapis rouge aujourd'hui est incompréhensible.

Invoquer le pluralisme pour justifier ce recrutement est un faux prétexte. L'extrême droite est une force politique de premier plan en France, et l'ensemble des médias publics permet donc à ses élus et représentants de s'exprimer tout au long de l'année. Il ne peut en être autrement : le service public audiovisuel a des obligations renforcées de pluralisme, et ses chaînes les respectent scrupuleusement, sous la surveillance de l'Arcom.

Mais il est tout à fait possible de respecter nos obligations d'information et de pluralisme sans recrutements extérieurs, en s'appuyant sur les rédactions de France Télévisions. Encore faudrait-il que nos directions leur fassent confiance ! Hélas, elles préfèrent supprimer des postes de reporters tout en multipliant les recrutements d'éditorialistes ou chroniqueurs.

Dans quel but ? Mettre à l'antenne des « duels », des émissions de « clash » où l'opinion prend régulièrement le pas sur l'information. Et pour alimenter ces émissions, on bâtit des passerelles avec les médias d'extrême droite. Importer les méthodes de Cnews, recruter des journalistes de *Valeurs Actuelles*, ce n'est pas renforcer le pluralisme : c'est ajouter encore au confusionnisme ambiant.

Quelques mois à peine après la fin de la commission d'enquête sur l'audiovisuel public, voir France Télévisions contribuer à banaliser la presse d'extrême droite renforce le sentiment de malaise au sein des équipes de France Télévisions. Quelles sont donc les priorités de nos dirigeants, à sept mois d'échéances politiques majeures ?

Nous, élus du personnel, délégués syndicaux, demandons à la direction de France Télévisions de revenir sur ces décisions qui choquent les salariés que nous représentons. Nous lui demandons également de cesser, en contradiction avec les slogans affichés, de trop souvent favoriser l'opinion au détriment de l'information. Sa responsabilité est immense. Vis-à-vis des citoyens, des travailleurs mais aussi de ses salariés.

Paris, le 10 septembre 2026

* Article 9 de la Charte mondiale d'éthique de la Fédération internationale des journalistes
<https://www.ifj.org/fr/qui/regles-et-politique/charte-mondiale-dethique-des-journalistes>